

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Nous avons entendu le gouvernement se vanter de l'APECA en affirmant que c'est un programme de développement régional qui va remédier à cette situation. Le Conseil économique du Canada a déclaré dans son rapport annuel le plus récent que les programmes administrés par l'APECA risquent d'être la cible de droits compensateurs imposés par les États-Unis. Et cela est vrai quel que soit le contenu de l'accord négocié par le gouvernement actuel.

Cette entente commerciale américaine va exposer Terre-Neuve et le Canada atlantique à des forces du marché encore plus considérables qui vont soit les acculer au pied du mur, soit les obliger à affronter la concurrence. Les entreprises peuvent jouer le jeu de la concurrence, mais elles le font aux dépens des travailleurs et de leur famille qui devront en payer le prix en acceptant des salaires moins élevés, des avantages sociaux moins intéressants, une diminution des services gouvernementaux, des emplois à temps partiel et un avenir à temps partiel, soit des conditions de vie qui éprouvent déjà considérablement les Terre-Neuviens.

La concurrence entraîne un certain nombre de conséquences. Voici ce qu'a dit à ce sujet M. Laurent Thibeault, président de l'Association canadienne des fabricants:

Il n'y a pas à en sortir, lorsque nous demandons à nos industries de faire concurrence aux industries américaines... nous sommes évidemment obligés ici au Canada de reproduire les mêmes conditions que celles qui existent aux États-Unis, que ce soit en matière d'assurance-chômage, d'indemnisation des accidents du travail, de dépenses publiques, de fiscalité et ainsi de suite.

Les Canadiens sont inquiets. La Fédération canadienne des enseignants se dit inquiète des pressions que vont exercer les milieux d'affaires pour faire diminuer les dépenses publiques et voit dans l'accord de libre-échange un risque à long terme pour l'éducation. Pour assurer un niveau concurrentiel de dépenses publiques au Canada, il faudrait notamment en effet réduire les crédits à l'éducation. A l'heure actuelle au Canada, environ 5,3 p. 100 des dépenses personnelles sont affectées à l'enseignement primaire et secondaire, contre 3,7 p. 100 aux États-Unis. En dollars américains, nous dépensons environ 3 420 \$ par enfant, comparativement à 3 199 \$ aux États-Unis.

● (2030)

Dans les provinces de l'Atlantique, M. Harrison McCain, de la société McCain Industries, très grande compagnie internationale, et donc une grosse légume au Nouveau-Brunswick, a déclaré que si en raison de facteurs économiques la rentabilité de ses usines dans la province était compromise, la société pourrait envisager d'autres possibilités, étant une multinationale. Malheureusement, pas nos employés ni nos producteurs. Il parle honnêtement de ce que l'accord réserve à la région de l'Atlantique.

Le Conseil économique de Terre-neuve nous a prévenus que, dans des actions récentes des États-Unis, les programmes de développement régional et industriel, les programmes d'achats locaux prioritaires et les subventions à l'agriculture sont tenus pour contraires aux principes du libre-échange, mais ces mêmes programmes sont considérés comme d'importants instruments de développement économique dans cette province et dans cette région.

On nous dit pourtant que l'accord ne dérange pas les programmes de développement régional. Qui croire? Nous devons malheureusement nous fier à ceux qui ont lu l'accord et qui

l'ont étudié, pas à ceux qui même sans l'avoir lu sont prêts à en faire la promotion.

Les avantages sociaux sont nettement perçus par les dirigeants d'entreprises américaines comme une charge. Quand il a été proposé aux États-Unis une loi prévoyant des allocations obligatoires de maternité, la plus forte opposition à cette mesure est venue du monde des affaires. Les entreprises ont prétendu qu'elle mènerait à une catastrophe économique et les rendrait moins compétitives. La Chambre de commerce des États-Unis s'est prononcée contre le congé sans solde et la garantie de retrouver leur emploi pour les femmes enceintes. Les dirigeants d'entreprises américaines voient ces programmes comme une dépense d'affaire. Les dirigeants d'entreprises canadiennes en viendront à penser la même chose. Nous avons déjà entendu la Chambre de commerce de Terre-Neuve nous inciter à réduire le coût élevé des soins hospitaliers.

Nous avons entendu le leader parlementaire adjoint dire que, au Canada, les grands sont en faveur de l'accord et que les petits sont contre. Nous, les derniers, sommes en tout cas plus nombreux que les premiers. Tennyson a dit qu'il n'était jamais trop tard pour bien faire, pour refaire le monde: «Some work of noble note may yet be done. Come my friends, it's not too late to seek your newer world.» Nous aiderons à cette reconstruction. Nous renverserons le gouvernement. Nous ne pouvons pas faire obstacle au projet de loi parce que nous ne sommes pas assez nombreux, mais nous nous débarrasserons de cette politique et de ce gouvernement.

M. Jim Edwards (Edmonton-Sud): Monsieur le Président, j'estime que c'est un privilège de pouvoir intervenir dans le présent débat parce que pour nous, Albertains, qui sommes capables de voir grand et de faire de grands rêves, c'est une occasion à ne pas manquer.

Le dernier élément de la conclusion du député de St-Jean-Est (M. Harris) est regrettable. Il a fait allusion à un commentaire du leader parlementaire du gouvernement. Celui-ci parlait des Canadiens à l'esprit étroit et non pas des petites localités du Canada. Nous avons tous des racines dans de petites villes et il est évident que les petites villes et le Canada rural appuient autant l'accord commercial que les grandes régions urbaines.

Nous avons effectué un sondage scientifique dans ma circonscription d'Edmonton-Sud. Une des premières questions posées visait à savoir quelle était la question la plus importante pour le Canada. N'oubliez pas, madame la Présidente, que dans ce sondage, on invitait les gens à donner leurs propres commentaires, du moins en ce qui concerne cette question. On demandait simplement «Quelle est la question la plus importante pour le Canada aujourd'hui?». Les personnes interrogées devaient répondre par écrit.

Il est intéressant de savoir que le libre-échange avec les États-Unis l'a emporté nettement sur les autres réponses. Vingt-sept pour cent des personnes ont dit que c'était la question la plus importante pour le Canada. La deuxième question venait loin derrière. Il s'agissait de l'économie et de l'emploi avec 11 p. 100 des réponses. Beaucoup d'autres réponses ont été données, mais ne représentent qu'un très faible pourcentage de l'échantillon.